Case

F

39

.328

no. 49

ARREST DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui casse l'arrêt de la Cour des Aides de Bordeaux du 20 août 1768 : Et ordonne l'exécution de la sentence de l'Élection de cette ville du 7 juin précédent, qui avoit confisqué, au profit du Fermier, dix mille deux cents dix-sept livres de faux tabac, saisi le 24 mai aussi précédent, sur le nommé Lorman, Négociant à Bordeaux, & sur le nommé Brun, Matelot ; & les avoit condamnés chacun, & solidairement, en l'amende de mille livres & aux dépens.

Nota. L'arrêt de la Cour des Aides avoit jugé qu'en recevant du sieur Lorman, quelques jours après la saisie, l'amende qu'il avoit particulièrement encourue, c'étoit non-seulement l'avoir déchargé

de la solidité de celle qui devoit être prononcée contre Brun ; mais même avoir transigé avec celui-ci , en sorte qu'il n'avoit pu être valablement retenu en prison , il avoit en conséquence condamné l'Adjudicataire à cent cinquante livres de dommages & intérêts envers ce Matelot.

Sur la signification faite du présent arrêt auxdits Lorman & Brun, ils ont satisfait aux condamnations prononcées contre eux.

Du 21 Novembre 1769.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

VU par le Roi, en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 25 octobre 1768 , sur la requête y insérée de Jean-Jacques Prevost , ci-devant adjudicataire général des Fermes-unies ; tendante, pour les causes & moyens y énoncés , à ce qu'il plût à Sa Majesté casser & annuler l'arrêt de la Cour des Aides de Bordeaux du 20 août précédent ; ordonner l'exécution pleine & entière de la sentence de l'Élection de la même ville, du 7 juin 1768 ; & condamner en outre les nommés Lorman & Brun, solidairement & par corps, en tous les dépens & à la restitution de la somme de cent cinquante livres payée par le suppliant pour les dommages & intérêts adjugés audit Brun , par lequel arrêt dudit jour 25 octobre 1768 , Sa Majesté auroit ordonné que la requête dudit Jean-Jacques Prevost seroit communiquée auxdits Lorman & Brun, pour y fournir de réponses dans les délais de l'Ordonnance, & que son Procureur général en ladite

Cour des Aides de Bordeaux, enverroit incessamment au sieur Contrôleur général des finances, les motifs de l'arrêt de ladite Cour du 20 août 1768, pour le tout vu & rapporté à Sa Majesté, être par Elle statué ce qu'il appartiendrait, toutes choses demeurant en état; l'original des significations dudit arrêt faites le 5 décembre 1768, tant au sieur Procureur général de la Cour des Aides de Bordeaux, qu'auxdits Lorman & Brun, avec sommation d'y satisfaire. Vu aussi un procès-verbal des Employés des Fermes à Bordeaux, des 23 & 24 mai 1768, de la saisie par eux faite sur la Garonne, vis-à-vis le lieu appelé *de la Menans*, au préjudice du sieur Lorman, Négociant à Bordeaux, & du nommé Brun, Matelot, de cent deux quintaux dix-sept livres de tabac de fraude, ensemble de la gabarre sur laquelle lesdits tabacs étoient chargés, circonstances & dépendances; ledit procès-verbal dûment affirmé, contenant l'assignation donnée auxdits Lorman & Brun devant les Officiers de l'élection de Guyenne, pour voir ordonner la confiscation du tout, & être condamnés chacun en l'amende de mille livres solidairement: Sentence desdits Officiers de l'Élection de Bordeaux, rendue par défaut le 7 juin 1768, & par laquelle le procès-verbal de saisie des tabacs & autres objets y énoncés auroit été déclarée bien & dûment faite; en conséquence, le tout confisqué au profit du Fermier, & les Prévenus condamnés solidairement en l'amende de mille livres chacun, & par corps. Arrêt contradictoire.

de la Cour des Aides de Bordeaux du 20 août 1768, par lequel, entr'autres choses, cette Cour en mettant au néant les appellations interjetées par lesdits Lorman & Brun, de la sentence ci-dessus visée, & ce dont étoit appel; émendant, attendu, est-il dit dans cet arrêt, ce qui résulte de la lettre du sieur Delaville, du 26 mai 1768, de sa quittance de mille livres, du même jour, & de l'audition par lui rendue le 22 juillet suivant, auroit déchargé lesdits Lorman & Brun des condamnations contr'eux prononcées par ladite sentence qui sortiroit au surplus son plein & entier effet; ordonné en outre que ledit Brun seroit élargi des prisons où il étoit détenu, & pour son indûe détention, le Fermier condamné envers icelui en cent cinquante livres de dommages & intérêts; comme aussi aux dépens de la cause d'appel: à l'égard de ceux faits entre le Fermier & Lorman, iceux compensés; main-levée faite au surplus des amendes consignées à raison desdites appellations, à la remise desquelles le Receveur contraint par corps. Les motifs dudit arrêt envoyés en exécution de celui du Conseil, ci-devant visé, du 25 octobre 1768. Mémoire du Fermier, tendant à ce qu'il plût à Sa Majesté, attendu que les délais sont expirés & au-delà, sans que lesdits Lorman & Brun aient répondu à la demande en cassation, énoncée dans ledit arrêt ci-devant visé, du 25 octobre 1768, lui adjuger les conclusions par lui prises par sa requête y insérée: Oûi le rapport du sieur Maynon d'Inveau,

Conseiller ordinaire, & au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI EN SON CONSEIL, sans s'arrêter à l'arrêt de la Cour des Aides de Bordeaux du 20 août 1768, que Sa Majesté a cassé & annullé, ordonne que la sentence des Officiers de l'Élection de ladite ville, du 7 juin précédent, sera exécutée selon sa forme & teneur; condamne en outre Sa Majesté lesdits Lorman & Brun solidairement aux dépens faits en ladite Cour des Aides de Bordeaux, & ledit Brun à rendre & restituer audit Jean-Jacques Prevost, ci-devant adjudicataire des Fermes, la somme de cent cinquante livres par lui payée audit Brun en vertu dudit arrêt de la Cour des Aides de Bordeaux du 20 août 1768. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Versailles le vingt-un novembre mil sept cent soixante-neuf. Collationné.

Signé DEVOUGNY.

LOUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, nous te mandons & commandons de signifier à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore, l'arrêt dont extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, pour les causes y contenues; & faire en outre pour son entière exécution, à la requête de Jean-Jacques Prevost, ci-devant adjudicataire général des Fermes-unies, y dénommé, tous commandemens,

sommations ou autres actes & exploits nécessaires , sans
autre permission : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR.
Donné à Versailles le vingt-unième jour de novembre,
l'an de grâce mil sept cent soixante-neuf, & de notre
règne le cinquante-cinquième. Par le Roi, en son Conseil.
Signé DEVOUGNY. Et scellé.

*Collationné aux originaux par nous Écuyer, Conseiller-Secrétaire
du Roi, Maison, Couronne de France & de ses finances.*

A P A R I S
DE L'IMPRIMERIE ROYALE,

M. D C C L X X.

038-

10